

Arrêté n° 237



**PRÉFET  
DU PUY-DE-DÔME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



Service départemental  
d'incendie et de secours  
du Puy-de-Dôme

Pôle métier  
Groupement prévention  
Établissements recevant du public

Réf. : PM/GP/DFM/CCA/D-2024-001145

Affaire suivie par :

Agent préventionniste SDIS 63

☎ : 04-73-98-65-50

☎ : 04-73-98-65-59

✉ : secretariat-prevention@sdis63.fr

### Commission d'arrondissement de sécurité

Code	E19300113-000
Établissement	VETAGRO SUP BATIMENTS A ET B CENTRAL + C CDI
Classement	Types R, W de catégorie 3
Adresse	89 avenue de l'Europe 63370
Commune	LEMPDES
Ouverture le	
Dernière visite périodique le	02/09/2022 ⇒ AVIS : Favorable
Date et type de visite	08/04/2024 Visite périodique et de réception AT 193 22 G 0024
Prochaine visite périodique avant le :	04/2027

Propriétaire	VETAGRO SUP 89 avenue de l'Europe BP 35 Campus agronomique de Clermont 63370 LEMPDES 04.73.98.13.13
--------------	---

Fonctionnaire désigné (R143-16 du CCH pour un ERP Etat)	Monsieur Frédéric BOURGEOIS 89 avenue de l'Europe BP 35 Campus Agronomique de Clermont 63370 LEMPDES
--	---

#### Références :

Convocation écrite du : 14/03/2024.

## **I- ÉLÉMENTS DESCRIPTIFS :**

### **I-1 Historique :**

Les dates de construction des bâtiments qui composent cette exploitation ne sont pas connues. Il semble que ces constructions et l'implantation des activités liées à l'enseignement aient été autorisées avec le permis de construire n° 34.261 délivré par le Préfet le 11/03/1968.

Le 16/09/1986, la commission d'arrondissement de sécurité (CAS) effectue une visite de contrôle. Celle-ci a probablement proposé un avis favorable à la poursuite de l'exploitation. L'établissement École Nationale d'Ingénieurs des Travaux Agricoles (ENITA) est classé en type R de la 3<sup>e</sup> catégorie.

L'aménagement d'un amphithéâtre de l'ENITA s'est fait en 1987 avec le permis de construire n° PC 193 87 W 0137 délivré avec l'avis de la commission consultative départementale de la protection civile, de la sécurité et de l'accessibilité (CCDPCSA) du 29/07/1987. L'établissement reste classé en type R de la 3<sup>e</sup> catégorie.

Le 02/02/1994, la CAS effectue une visite de contrôle périodique. Celle-ci a proposé un avis favorable à la poursuite de l'exploitation malgré de très nombreuses prescriptions mais en demandant une contre-visite par un officier préventionniste dans un délai de trois mois.

Par note à l'attention du Directeur de Cabinet de 1994, le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours apporte des précisions au Préfet sur les prescriptions émises par la commission de sécurité du 02/02/1994 pour répondre aux observations du Président du Conseil Régional.

La 1<sup>ère</sup> phase de l'extension de l'ENITA (extensions Nord et centrale des bâtiments A et B, création du bâtiment C, extension de la restauration) et la modification des accès autorisées par le permis de construire n° PC 193 95 W 0035 après l'avis de la sous-commission départementale de sécurité (S/C ERP-IGH) du 26/10/1995 et du 28/03/1996 ont été réceptionnées par la CAS du 02/10/1996 et du 13/02/1997. L'établissement est classé en type R de la 2<sup>e</sup> catégorie.

La demande concernant le non-encloisonnement de l'escalier de l'extension Nord (zone amphithéâtres) a reçu un avis favorable de la S/C ERP-IGH du 28/11/1996 (au passage, l'article R15 prévoyait déjà cette disposition).

Les modifications du projet précédent (suppression de la cafeteria et agrandissement des locaux administratifs et du CDI) ont été autorisées par le permis de construire n° PC 193 95 W 0035 M1 après l'avis de la S/C ERP-IGH du 27/08/1998. L'établissement BATIMENT CENTRAL est classé en type R de la 3<sup>e</sup> catégorie.

La réhabilitation et le réaménagement du hall et des locaux de restauration dans l'établissement autorisés avec la DT n° 193 98 W 0029 après l'avis de la S/C ERP-IGH du 27/08/1998 ont été réceptionnés par la CAS du 18/12/1998 (avis défavorable en séance du 29/09/1998).

Le 19/12/2002, la CAS effectue une visite de contrôle périodique du bâtiment A - ADMINISTRATION / ENSEIGNEMENT (E19300020-001), du bâtiment B - CDI INFORMATIQUE (E19300020-002), du bâtiment C - RESTAURATION (E19300020-003) et des bâtiments D et E - COLLOQUE et LOCAUX COMMUNS DU FOYER LOGEMENT (E19300020-004). Celle-ci a proposé un avis favorable à la poursuite de l'exploitation. Les établissements sont classés respectivement en types R,W 3°, R,S 4°, N 3° et R,L 2°.

La restructuration et la construction de laboratoires et de salles de travaux pratiques autorisées par le permis de construire n° PC 193 04 W 0045 après l'avis de la S/C ERP-IGH du 24/02/2005 ont été réceptionnées par la CAS du 21/03/2006 et du 27/07/2006. Le groupement d'établissements (E19300020-000) est classé en type R de la 2<sup>e</sup> catégorie et les exploitations qui le composent sont classées :

- bâtiments A-B, en type R de la 2<sup>e</sup> catégorie ;

- **bâtiment C, en types S, R de la 5<sup>e</sup> catégorie ;**
- **bâtiment D, en type N de la 3<sup>e</sup> catégorie ;**
- **bâtiment E, en foyer logement dans un immeuble d'habitation de la 2<sup>e</sup> famille :**
  - **les locaux communs en types L, N et X de la 5<sup>e</sup> catégorie ;**
  - **un amphithéâtre en type L de la 4<sup>e</sup> catégorie.**

La fermeture sous auvents existants a été autorisée par le permis de construire n° PC 193 05 W 0047 après l'avis de la S/C ERP-IGH du 23/02/2006 (réception probable en CAS du 21/03/2006). Le groupement d'établissements (E19300020-000) est classé en type R de la 2<sup>e</sup> catégorie et les exploitations qui le composent sont classées :

- **bâtiments A-B, en type R de la 2<sup>e</sup> catégorie ;**
- **bâtiment C, en types S, R de la 5<sup>e</sup> catégorie ;**
- **bâtiment D, en type N de la 3<sup>e</sup> catégorie ;**
- **bâtiment E, en foyer logement dans un immeuble d'habitation de la 2<sup>e</sup> famille :**
  - **les locaux communs en types L, N et X de la 5<sup>e</sup> catégorie ;**
  - **un amphithéâtre en type L de la 4<sup>e</sup> catégorie.**

Le 21/03/2006, le 27/01/2009, le 31/05/2012 et le 26/05/2015, la CAS effectue la visite de contrôle périodique des 4 établissements : Bâtiment CENTRAL (Bâtiments A et B - ADMINISTRATION / ENSEIGNEMENT- E19300020-001), Bâtiment C - CDI INFORMATIQUE (E19300020-002), Bâtiment D - RESTAURATION (E19300020-003) et Bâtiment E - COLLOQUE et LOCAUX COMMUNS (E19300020-000). Celle-ci a proposé un avis favorable au fonctionnement de l'établissement. Les établissements sont classés respectivement en types R,W 3°, R,S 4°, N 3° et R,L 3° avec habitation de la 2<sup>e</sup> famille.

La création d'une cloison coupe-feu pour diviser un local du CDI autorisée par l'autorisation de travaux n° AT 193 13 G 0009 après l'avis de la S/C ERP-IGH du 12/09/2013 a été réceptionnée par la CAS en date du 26/05/2015.

La commission de sécurité émet un **avis favorable au fonctionnement** de l'établissement depuis le 19/12/2002. La dernière visite périodique date du 15/10/2021.

Les travaux autorisés par l'AT 193 21 G 0015 - PC 193 21 G 0014 qui concernent l'implantation de deux classes en construction modulaires ont reçu un avis favorable lors de la sous-commission départementale de sécurité du 26/08/2021 et ont été réceptionnés par la CAS en date du 02/09/2022.

Les modifications autorisées par l'AT 193 22 G 0024 après l'avis favorable de la sous-commission départementales en date du 07/02/2023 ont été réceptionnées par la CAS en date du 08/04/2024.

Le projet concernait la réalisation de travaux dans des volumes existants sur les différents niveaux du bâtiment (RDC et R+1) A-B-C du campus. Les travaux sont ponctuels et concernent majoritairement l'ajout de cloisons et de portes.

#### **Dérogation :**

~~L'établissement (bâtiment C) bénéficie d'une dérogation à l'application de l'article CO10 de l'arrêté du 25 juin 1980 modifié après l'avis favorable de la CCDSA du 31 juillet 1997. Le détail de l'exonération, les mesures compensatoires proposées et les mesures complémentaires demandées par ladite sous-commission sont :~~

~~Compte tenu que les bâtiments reliés par la passerelle (disposant d'ouvrants latéraux permettant un désenfumage naturel) font partie du même établissement (bien que le bâtiment Administratif dispose de dispositifs d'isolement et de recoupement, constitués par des blocs-portes coupe feu de degré ½ heure fonctionnant en va et vient), d'une part, et que le bâtiment CDI/Informatique dispose de ses propres dégagements donnant directement sur l'extérieur, d'autre part, la porte d'isolement située côté CDI peut être supprimée.~~

~~Les mesures compensatoires demandées par ladite sous-commission sont :~~

- ~~- les portes coupe-feu, situées côté bâtiment Administratif, dans l'axe de la passerelle ainsi que celles disposées de part et d'autre de cet axe, au début des circulations perpendiculaires, devront être asservies à un système de détection sensible aux fumées et gaz de combustion.~~
- ~~- dans le cas où cette prescription ne peut être réalisée, les portes pourront restées ouvertes, mais leur fermeture devra être asservie à un détecteur autonome déclencheur.~~

**Cette dérogation devient caduque depuis la réalisation du projet AT19320G0021, et la réintégration du bâtiment C au sein de l'ERP Central AB.**

## **I-2 Description du site VETAGRO SUP**

Cet établissement se situe sur le site VETAGRO SUP composé de :

- 3 logements de fonction ;
- Bâtiments A, B, C - Administration / Enseignement / CDI - (E19300113-000) ;
- bâtiment D - RESTAURATION (E19300114-000) ;
- bâtiment E - COLLOQUE et LOCAUX COMMUNS (E19300020-000) avec 3 étages de logements étudiants classés habitation de la 2<sup>e</sup> famille.

## **I-3 Description de l'établissement :**

Cet établissement occupe la totalité de 2 bâtiments accolés (A et B) et d'un autre relié par une passerelle (C), les premiers à R+2, le dernier à R+1.

Il possède *a priori* au moins une façade accessible (Nord pour la partie centrale A-B et Est pour le bâtiment C).

La desserte est assurée par une **voie engins** depuis une voirie interne qui contourne l'établissement par sa façade Est via la D766 (il existe également une voie réservée aux secours pour atteindre la façade Nord de la partie centrale).

Il est isolé de tous **tiers en vis-à-vis** par éloignement à plus de 8 mètres. La hauteur du plancher bas du dernier niveau accessible au public est vraisemblablement **inférieure** à 8 mètres par rapport au niveau d'accès des secours.

**L'établissement, à R+2 sur sous-sol, est distribué de la façon suivante :**

- **au 2<sup>e</sup> étage, bâtiments A et B :**
  - un labo technologie alimentaire de 110 m<sup>2</sup> avec divers locaux ;
  - une salle de TP microbiologie de 74 m<sup>2</sup> ;
  - une salle de préparation microbiologie de 21 m<sup>2</sup> ;
  - un local stock tampon de 5,6 m<sup>2</sup> ;
  - un labo en recherche microbiologique de 41 m<sup>2</sup> classé P3 avec salle de préparation de 21,5 m<sup>2</sup> ;
  - un local de décontamination/laverie des déchets de 12,5 m<sup>2</sup> ;
  - un second labo de recherche microbio de 34 m<sup>2</sup> avec salle de préparation de 13,7 m<sup>2</sup> ;
  - un local mesures physiques de 23,5 m<sup>2</sup> ;
  - 6 bureaux de 11 à 55 m<sup>2</sup> environ (aménagement ultérieur prévu d'après le plan de niveau).
- **au 1<sup>er</sup> étage, bâtiments A et B :**
  - 5 locaux dédiés à la recherche (laboratoires, salles de préparation...) de 22 à 102 m<sup>2</sup> ;
  - 54 bureaux de 8 à 54 m<sup>2</sup> environ ;
  - 1 local électrique de 11 m<sup>2</sup> environ donnant dans la cage d'escalier Sud-Ouest ;
  - une tisanerie de 7 m<sup>2</sup> ;
  - un hall de 130 m<sup>2</sup> ;
  - un amphithéâtre PARAN de 99 m<sup>2</sup> environ.

- **au 1<sup>er</sup> étage, bâtiment C :**
  - le CDI de 366 m<sup>2</sup> environ ;
  - une salle des mémoires de 20 m<sup>2</sup> environ ;
  - 2 salles de travail de 14 et 15 m<sup>2</sup> ;
  - 5 salles de cours de 32 à 76 m<sup>2</sup> environ ;
  - 13 bureaux de 12 à 24 m<sup>2</sup> environ ;
  - un local serveur de 13 m<sup>2</sup>.
- **au rez-de-chaussée, bâtiments A et B :**
  - 6 locaux dédiés à la recherche (laboratoires, salles de préparation...) de 20 à 58 m<sup>2</sup> environ ;
  - 20 bureaux de 9 à 34 m<sup>2</sup> environ ;
  - 3 locaux techniques (chambre froide de 22 m<sup>2</sup> environ, local technique de 50 m<sup>2</sup> environ, local serveur et SSI de 13 m<sup>2</sup> environ) ;
  - 2 salles de réunion (salle 5 visio de 17 m<sup>2</sup>, salle du conseil de 97,5 m<sup>2</sup>) ;
  - 15 salles de cours de 25 à 70 m<sup>2</sup> environ (dont une salle de musique et la salle Jean ANGLADE) ;
  - une cafétéria de 36 m<sup>2</sup> environ ;
  - un hall de 131 m<sup>2</sup> ;
  - 2 amphithéâtres (GACHON 107 m<sup>2</sup> environ et DEBATISSE 133 m<sup>2</sup>).
- **au rez-de-chaussée, bâtiment C :**
  - une sous-station ;
  - un atelier de 242 m<sup>2</sup> environ ;
  - un local archives de 94 m<sup>2</sup> environ ;
  - une partie informatique de 57 m<sup>2</sup> environ ;
  - des locaux loués à plusieurs tiers (ABIODOC, PRONOZIA) sur 130 m<sup>2</sup> environ.
- **au sous-sol :**
  - une sous-station de 12 m<sup>2</sup> ;
  - 6 locaux de réserve / stockage de 5 à 34 m<sup>2</sup> environ ;
  - une chambre froide de 6,5 m<sup>2</sup>.

Les bâtiments semblent constitués d'une structure stable au feu de degré ½ heure pour ce qui concerne les éléments principaux. Les éléments de structure de la toiture semblent stables au feu de degré inconnu ou n'ont aucune stabilité au feu en application de CO13§3 (toitures terrasses pour les bâtiments A et B, le CDI du bâtiment C est surveillé par un SSI de catégorie A). Les planchers semblent coupe-feu de degré ½ heure.

La distribution intérieure est un **cloisonnement traditionnel** qui devra respecter le coupe-feu de degré ½ heure pour les parois entre les locaux et les dégagements accessibles au public, les blocs-portes devront au moins être pare-flammes de degré ½ heure. Les parois entre les locaux accessibles au public et les locaux non accessibles au public à risques courants devront au moins être pare-flammes de degré ½ heure.

Les **circulations** seront toutes recoupées tous les 25 à 30 mètres par des parois et blocs-portes pare-flammes de degré ½ heure.

Les **escaliers** sont encloisonnés, les parois semblent coupe-feu de degré ½ heure, les blocs-portes pare-flammes de degré ½ heure, leur fermeture est asservie au SSI (il existe également un escalier encloisonné en colimaçon dans le bâtiment C, à usage du personnel).

**Nota : en l'absence de tout rapport final ou RVRAT sur ces 3 bâtiments, il est impossible de connaître les dispositions constructives de l'établissement.**

Les locaux considérés à **risques moyens d'incendie** sont :

- pour le bâtiment C : le CDI, les locaux de stockage, l'atelier, les archives ;
- pour les bâtiments A et B : les locaux techniques, les réserves, les stockages.

Ces locaux devront tous être isolés par des murs et planchers hauts coupe-feu de degré 1 heure et par des blocs-portes coupe-feu de degré ½ heure équipés de ferme-portes.

Les dégagements pour l'évacuation des personnes sont détaillés de la façon suivante :

Désignation	Public	Personnel	Ensemble	Evacuation	Dégagements	Accessibilité
2 <sup>e</sup> étage Bâtiments A et B	10	11	21	Un escalier d'1 UP	2 dégagements totalisant 4 UP	Accès technique sur toiture terrasse
1 <sup>er</sup> étage Bâtiments A et B					4 dégagements totalisant 8 UP	Dont un non encloué (R15§3)
1 <sup>er</sup> étage Bâtiment C			< 200	2 dégagements totalisant 3 UP	4 dégagements totalisant 4 UP	
Total 1 <sup>er</sup> étage	282	140	443	2 dégagements totalisant 6 UP	6 dégagements totalisant 10 UP	Nota 1
Rez-de-chaussée Bâtiments A et B					9 dégagements totalisant 20 UP	Nota 2
Rez-de-chaussée Bâtiment C					7 dégagements totalisant 14 UP	Nota 3
Total rez-de-chaussée	80	15	538	3 dégagements totalisant 6 UP	16 dégagements totalisant 34 UP	
Sous-sol						Accès techniques aux locaux

**Nota 1 :** il n'y a que des dégagements d'1 UP dans ce bâtiment qui accueille moins de 200 personnes si l'on se réfère aux précédentes déclarations d'effectif lorsque celui-ci était un établissement isolé. Si l'on prend en compte l'effectif total du niveau (> 200 personnes), alors les 4 dégagements sont comptés selon l'article CO36§3 une seule fois chacun comme 2 dégagements, et comme 2 UP.

**Nota 2 :** soit un dégagement de 3 UP dans l'amphi DEBATISSE, un dégagement d'1 UP qui compte en UP (article CO36§3) dans la salle des Conseils, un dégagement de 2 UP en façade Nord, 2 dégagements totalisant 4 UP en façade Est, un dégagement de 2 UP dans le labo traitement des échantillons, un dégagement de 2 UP en façade Sud, 2 dégagements totalisant 4 UP en façade Ouest, un dégagement de 2 UP dans la salle 3,

**Nota 3 :** chaque local possède au moins un dégagement de 2 UP donnant sur l'extérieur.

**L'évacuation rapide du public en situation de handicap s'effectue avec un nombre adapté de sorties praticables de plain-pied au rez-de-chaussée.**

Cet établissement possède 2 ascenseurs destinés à l'accessibilité des niveaux pour les personnes en situation de handicap. La solution retenue pour l'évacuation différée du public en situation de handicap, qui se trouve dans l'incapacité de pouvoir évacuer ou être évacué rapidement, est la suivante :

- création de **zones protégées**, au sens des articles U10 et J10, dans le niveau 1 (transfert vers le bâtiment C) ;
- création de **paliers** dans les niveaux 1 et 2, dans les escaliers protégés dont les portes palières devront être coupe-feu ½ heure, pouvant accueillir au minimum 2 personnes en fauteuil roulant, sans réduire la largeur minimale de passage.

**Cet établissement possède les équipements techniques suivants :**

- un **désenfumage naturel des cages d'escaliers** au moyen d'exutoires de fumée de 1 m<sup>2</sup> de surface géométrique en partie haute. Leur ouverture est uniquement par commande manuelle située au niveau d'accès des secours ;
- un **désenfumage naturel du hall d'accueil, du CDI et de la partie administration** au moyen d'exutoires de fumée. Leur ouverture est effectuée par commandes manuelles placées près de l'accès principal des volumes concernés et du CMSI situé dans un volume protégé, la commande locale devra être conservée pour les secours ;
- une **installation de chauffage** par radiateurs à circulations d'eau chaude alimentés par 2 sous-stations alimentées par une chaufferie au gaz d'une puissance nominale de 1774 kW (2 x 812 + 150), située dans le bâtiment internat (bâtiment E - COLLOQUE et LOCAUX COMMUNS (E19300020-000) - logements étudiants) ;
- une **installation de gaz** destinée à l'alimentation de certaines salles d'enseignement technique ;

- un dispositif de mise **hors tension** générale de l'installation électrique à l'exception des alimentations normales des installations de sécurité (éclairage de sécurité, SSI, moyens d'alerte), inaccessible au public et facile à atteindre par les services de secours, **situé dans le hall d'accueil (voir prescription)** ;
- un éclairage de sécurité assurant la **fonction d'évacuation** au moyen de blocs d'éclairage autonomes ;
- un éclairage de sécurité assurant la **fonction d'anti-panique** au moyen de blocs d'éclairage autonomes ;
- 2 **ascenseurs** destinés à l'accessibilité des étages pour les personnes en situation de handicap ;
- un système de sécurité incendie de **catégorie A** associé à un équipement d'alarme générale de type 1 (**sans temporisation**) comprenant des déclencheurs manuels, des diffuseurs sonores, des **flashes lumineux, des détecteurs automatiques d'incendie** dans les amphithéâtres, dans le CDI, dans les locaux à risques, dans le local SSI et au niveau du sas entre les bâtiments A-B et la passerelle menant au CDI. Il existe un **report d'alarme** dans le logement du gardien et sur le GSM de la responsable technique notamment. Le SSI assure également le **déverrouillage des issues de secours**, et assure le **compartimentage** de l'établissement (recoupement, portes palières des escaliers...), **l'arrêt de la sonorisation dans les amphithéâtres** et la **remise en lumière** ;
- un **téléphone urbain** permettant l'alerte des sapeurs-pompiers ;
- des **extincteurs** à eau pulvérisée de 6 litres et des extincteurs appropriés aux risques particuliers ;
- des **robinets d'incendie armés**.

La **défense extérieure contre l'incendie**, d'un débit global de 115 m<sup>3</sup>/h pendant deux heures, est assurée par un Point d'Eau d'Incendie (PEI), poteau d'incendie normalisé de 100 NF EN 14384 ou NF S 63-213 d'un débit théorique unitaire de 60 m<sup>3</sup>/h situé dans l'enceinte de l'établissement à l'entrée principale (PEI privé, dernière vérification le 20/11/2020).

La **surveillance** organisée par le chef d'établissement est assurée par des personnes désignées et entraînées à la mise en œuvre des moyens de secours (personnel à l'accueil pendant les heures d'ouverture et personnel d'astreinte en dehors de ces heures).

## II- TEXTES APPLICABLES À L'ÉTABLISSEMENT :

↳ Code de la construction et de l'habitation traitant de la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (Articles R.143-1 à R.143-47, R.184-4 et R.184-5).

↳ Arrêté du 25 juin 1980 modifié relatif à la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (Deuxième partie - Livre premier, articles GN).

↳ Arrêté du 25 juin 1980 modifié relatif à la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (Deuxième partie - Livre II - Dispositions Générales, articles GE1 à MS75).

↳ Arrêté du 4 juin 1982 modifié relatif à la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements d'enseignement et colonies de vacances (Dispositions Particulières - Type R).

↳ Arrêté du 21 avril 1983 modifié relatif à la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les administrations, banques, bureaux (Dispositions Particulières - Type W).

Par ailleurs, les locaux réservés au personnel sont assujettis aux dispositions du Code du Travail, et plus particulièrement à sa Quatrième Partie, « santé et sécurité au travail », livre II, titre 1er « Obligations du maître d'ouvrage pour la conception des lieux de travail » et titre II « Obligations de l'employeur pour l'utilisation des lieux de travail ».

### III- DÉTERMINATION DE L'EFFECTIF :

L'effectif des personnes susceptible d'être admis simultanément est déterminé, en application de l'article R2, selon la déclaration du chef d'établissement (ou du maître d'ouvrage) à :

EXPLOITATION	Effectif du public	Effectif du personnel	Total
2 <sup>e</sup> étage	10	11	21 personnes
1 <sup>er</sup> étage	362	142	504 personnes
Rez-de-chaussée	80	15	95 personnes
<b>TOTAL</b>			<b>620 personnes</b>

### IV- CLASSEMENT :

Cet établissement isolé, après réalisation du projet, est classé en type **R** avec des aménagements du type **W** de catégorie **3** en application des articles R.143-18, R.143-19, GN1, GN5 et R1 et W1.

### V- DOCUMENTS CONSULTÉS :

↳ Concernant la solidité de l'ouvrage pour la réception de travaux (décret du 8 mars 1995 modifié) :

Attestations	Date	Nom	Observations
Attestation par laquelle le maître d'ouvrage certifie avoir fait effectuer l'ensemble des contrôles et vérifications techniques relatifs à la solidité	08/04/2024	Monsieur Etienne PAUX	-
Attestation du contrôleur technique agréé, complétée des conclusions attestant la solidité de l'ouvrage	05/04/2024	SOCOTEC Monsieur Walid GUERDOUH	-

↳ Concernant les vérifications techniques et consignes devant renseigner le registre de sécurité pour la réception de travaux (art. R143-44 et GE3) :



Nature	Date du contrôle	Organisme Agréé ou Technicien Compétent	Observations
Rapport de vérifications réglementaires après travaux (RVRAT) (GE9)	05/04/2024	SOCOTEC Monsieur Walid GUERDOUH	1 observation.
Rapport de vérification de la défense externe contre l'incendie (Arrêté préfectoral RDDECI du SDIS 63)	Voir rapport de visite E19300114 (restaurant).		

↳ L'exploitant déclare ne pas avoir réalisé de remplacement d'installation, d'aménagement ou d'agrandissement<sup>1</sup> ni de changement des conditions d'exploitation (activité ou effectif) nécessitant une demande d'autorisation de travaux au titre du CCH.

<sup>1</sup> sont exclus les travaux d'entretien, les travaux de réparation courante ou ceux de la remise en état d'un élément existant de construction ou d'équipement

↳ Concernant les vérifications techniques et consignes devant renseigner le registre de sécurité pour le contrôle périodique (art. R143-44, GE3 et MS48) :

Nature	Date du contrôle	Organisme Agréé ou Technicien Compétent	Observations
<b>Porte automatique</b> selon contrat par un technicien compétent (CO48§3e)	06/02/2024	COPAS Systèmes	Maintenance 2 fois par an.
<b>Désenfumage</b> annuelles par un technicien compétent (DF10§2)	14/12/2023	Chubb	-
<b>Chauffage, ventilation, climatisation</b> annuelles par un technicien compétent (CH39, CH58§2)	SNEF – Maintenance sous-station. 10/03/2023 – IDEX – Climatisation (RAS).		
<b>Gaz</b> annuelles par un technicien compétent (GZ 30§2)	16/02/2024	Bureau veritas	1 observation non levée (mise hors service jusqu'à réparation - labo).
<b>Installations électriques</b> annuelles par un technicien compétent (EL19) vérifications EL et EC	16/05/2023	Bureau veritas	6 observations dont 4 levées.
protection des travailleurs décret 14/11/1988 abrogé par décrets du 30 août 2010 annuelles par OA arrêtés du 26 décembre 2011 et du 30 avril 2012	16/05/2023	Bureau veritas	7 observations dont 3 levées.
<b>Éclairage de sécurité</b> tous les mois (commande) et tous les 6 mois (autonomie) par l'exploitant (EC14§3)	A réaliser en interne + traçabilité.		
<b>Ascenseurs</b> Quinquennales par OA (AS9)	26/03/2024	Bureau veritas	(Accueil - Couloir).
selon contrat par un technicien compétent (AS8)	26/03/2024	Bureau veritas	(Accueil - Couloir).
<b>SSI A et B</b> Triennales par OA (MS73§2)	25/03/2024	Bureau veritas	1 observation.
Annuelles par un technicien compétent (contrat MS68)	03/10/2023	Chubb	-
<b>Extincteurs</b> annuelles par un technicien compétent (MS73§2)	14/12/2023	Chubb	-
<b>RIA</b> annuelles par un technicien compétent (MS73§2)	14/12/2023	Chubb	1 observation levée. (8 RIA).

Nature	Observations
Consignes établies en cas d'incendie y compris les consignes d'évacuation prenant en compte les différents types d'handicap (GE3)	Rédigées.
État du personnel chargé du service de sécurité (MS45, MS48)	Personnel d'astreinte présent sur le site en dehors des heures d'ouverture de l'accueil.
Exercice d'évacuation : (MS51, MS67, R4227-39)	Régulièrement. 30/01/2024 : 12h45 – 2'25s (Compte rendu détaillé).

## VI- ESSAIS RÉALISÉS AU COURS DE LA VISITE :

Équipements	Localisation	Fonctionnement	Observations
<b>Porte automatique</b> ☞ ouverture en l'absence de source normale de l'alimentation électrique		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
<b>Désenfumage d'escalier</b> ☞ ouverture depuis une commande située au niveau bas de la cage	Non testé.	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
<b>Désenfumage des locaux</b> ☞ ouverture depuis le CMSI ☞ ouverture depuis l'accès principal	Non testé. Non testé.	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
<b>Coupure d'urgence de l'installation électrique</b> ☞ maintien de l'alimentation normale des installations de sécurité	Hall Bâtiment A-B.	Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
<b>Éclairage de sécurité</b> ☞ d'évacuation ☞ d'ambiance		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
<b>Système de sécurité incendie</b> ☞ détection automatique ☞ déclencheur manuel ☞ alarme ☞ compartimentage ☞ remise en lumière/coupure sono/message (L16) ☞ déverrouillage issues ☞ flashes lumineux	Non testé. Hall Bâtiment A-B.    Non testé.  Non vérifié.	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>  Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>  Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	Y compris salles sous contrôle d'accès.
<b>Téléphone/Moyen d'alerte</b> ☞ fonctionnement en l'absence de source normale de l'alimentation électrique	Non vérifié.	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	

## VII- PRESCRIPTIONS :

ARTICLE	PRESCRIPTIONS PERMANENTES
R143.34 R143.37 GE6 à GE10	<p><u>Vérification des installations techniques et des moyens de secours :</u></p> <p>Faire procéder périodiquement en cours d'exploitation, aux opérations d'entretien et de vérification réglementaires des installations et équipements techniques, selon les dispositions du règlement de sécurité.</p> <p>Les organismes agréés (OA) devront établir un rapport conformément aux dispositions de l'article GE9 (rapport de vérification réglementaire après travaux, rapport de vérification réglementaire en exploitation, rapport de vérification réglementaire sur mise en demeure), lorsque leur intervention est prévue.</p> <p>Les techniciens compétents devront établir un rapport faisant apparaître, l'objet de la vérification avec le rappel de l'article réglementaire (voir ci-dessous), l'état de bon fonctionnement et d'entretien de l'installation, les éventuelles observations, le cachet de l'entreprise, la date, le nom et la signature du vérificateur.</p>
DF10 CH39, CH58 GZ30 EL19  AS9  MS68  MS73	<p>Rappel des périodicités :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ désenfumage : annuelle par un technicien compétent ;</li> <li>➤ chauffage, ventilation : annuelle par un technicien compétent ;</li> <li>➤ gaz : annuelle par un technicien compétent ;</li> <li>➤ installations électriques : annuelle par un technicien compétent (réglementation ERP) et annuelle par un OA (protection des travailleurs) ;</li> <li>➤ ascenseurs : quinquennale par OA, selon contrat par un technicien compétent ;</li> <li>➤ SSI A et B : triennale par OA, annuelle par un technicien compétent (contrat) ;</li> <li>➤ extincteurs, RIA et autres : annuelle par un technicien compétent.</li> </ul> <p>Reporter, sur le registre de sécurité, les dates des divers contrôles. Les éventuelles levées d'observation devront faire référence au rapport de vérification et aux numéros d'observation. Elles devront également faire apparaître le cachet de l'entreprise, la date, le nom et la signature du technicien ayant effectué les travaux.</p>
L122-3 R122-7   R122-8  R122-11 R143.22 GE2§1	<p><b>Les travaux qui conduisent à la création, l'aménagement ou la modification de l'établissement ne peuvent être exécutés qu'après autorisation délivrée par l'autorité administrative qui vérifie leur conformité à la réglementation. Il en est de même en ce qui concerne les modifications d'exploitation, d'effectifs et ce même sans travaux.</b></p> <p>Cette autorisation ne peut être délivrée que si les travaux projetés sont conformes aux règles de sécurité.</p> <p>Le dossier permettant de vérifier la conformité d'un établissement recevant le public avec les règles de sécurité tel que prévu à l'article R. 143-22 du code de la construction et de l'habitation doit contenir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'imprimé Cerfa approprié à l'instruction :</li> <li>• <u>Dans le cas où les travaux ne sont pas assujettis à demande de permis de construire ou permis d'aménager :</u></li> <li>- L'imprimé Cerfa n°13824 prévu pour demande d'autorisation de construire, aménager ou modifier un établissement recevant du public, déposée au titre de l'article L. 122-3 du code de la construction et de l'habitation (CCH). Le bordereau de dépôt des pièces à joindre à chaque demande d'autorisation précise les pièces utiles à l'instruction de la demande et à l'avis délivré par les autorités compétentes.</li> </ul>

ARTICLE	PRESCRIPTIONS PERMANENTES
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <u>Dans le cas où les travaux sont assujettis à demande de permis de construire ou permis d'aménager :</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'imprimé Cerfa n°13409 de la demande de permis de construire permettant d'identifier la destination et l'engagement « solidité à froid » prévu par l'article 45 du décret du 8 mars 1995</li> <li>- L'imprimé Cerfa relatif au dossier spécifique permettant de vérifier la conformité des établissements recevant du public aux règles de sécurité contre l'incendie et la panique. Le bordereau de dépôt des pièces à joindre à chaque demande d'autorisation précise les pièces utiles à l'instruction de la demande et à l'avis délivré par les autorités compétentes.</li> <li>- Une notice récapitulant les dispositions prises pour satisfaire aux mesures prévues par le règlement de sécurité ;</li> <li>- Un plan de situation, des plans de masse et de façades des constructions projetées faisant ressortir, d'une part, les conditions d'accessibilité des engins de secours, et plus particulièrement les largeurs des voies et les emplacements des baies d'intervention pompiers, et, d'autre part, la présence de tout bâtiment ou local occupé par des tiers ;</li> <li>- Afin de vérifier des points particuliers concernant le règlement de sécurité, des plans de coupe et des plans de niveaux, ainsi qu'éventuellement ceux des planchers intermédiaires aménagés dans la hauteur comprise entre deux niveaux ou entre le dernier plancher et la toiture du bâtiment ;</li> <li>- Lorsque le projet nécessite une demande de dérogation au présent règlement, le dossier doit comporter pour chaque point dérogatoire une fiche indiquant notamment les règles auxquelles il est demandé de déroger (références articles et libellé du point de la règle concernée), les éléments du projet auxquels elles s'appliquent (localisation sur les plans) et la justification des demandes (motivation et mesures compensatoires proposées) ;</li> </ul> </li> </ul> <p>En application du second principe de l'article GN 8, le dossier de sécurité devra également présenter la ou les solutions retenues pour l'évacuation des personnes de chaque niveau de la construction en tenant compte des différentes situations de handicap.</p> <p>Compte tenu des délais d'instruction prévus par le code de l'urbanisme et le code de la construction et de l'habitation, <u>les dossiers doivent être déposés en mairie au moins 4 mois avant le début des travaux envisagés.</u></p>
CO1 CO2§4 Arrêté Préfectoral portant Règlement Opérationnel des S.I.S. 63	Garantir en permanence la desserte des bâtiments y compris en saison hivernale. A cet effet, les bornes escamotables, barrières à chaîne, potelets et barrières éventuels doivent pouvoir : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Être rétractables, rabattables ou déplaçables par simple poussée ou traction, être escamotables, à fermeture par cadenas sécable, être d'un poids inférieur à 15 Kg pour les appareils portables ;</li> <li>• Être déverrouillables à l'aide de triangle de manœuvre (triangle de manœuvre de 11 mm) ;</li> <li>• Être débrayables lorsqu'ils sont motorisés.</li> </ul> Aucun dispositif de type clé, passe, télécommande ou autre moyen non-conforme aux points ci-dessus n'est accepté par le service départemental d'incendie et de secours (SDIS) du Puy-de-Dôme. En cas d'installation d'un dispositif de contrôle des accès, le propriétaire ou l'exploitant, devant permettre l'accès des secours sans délai, peut in-



ARTICLE	PRESCRIPTIONS PERMANENTES
	<p>La convention doit comporter les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ l'identité de la ou des personnes assurant les missions définies ci-dessus ;</li> <li>➤ la ou les activités autorisées ;</li> <li>➤ l'effectif maximal autorisé ;</li> <li>➤ les périodes, les jours ou les heures d'utilisation ;</li> <li>➤ les dispositions relatives à la sécurité (consignes et moyens de secours mis à disposition) ;</li> <li>➤ les coordonnées de la (des) personne(s) à contacter en cas d'urgence.</li> </ul> <p>Un exemplaire de cette convention doit être annexé au registre de sécurité.</p>

ARTICLE	PRESCRIPTIONS ANCIENNES MAINTENUES
	<b>Visite périodique du 18/04/2018</b>
CO24§1c	<p>Recouper tous les vingt-cinq à trente mètres les circulations qui le nécessitent (Ouest et Est du rez-de-chaussée notamment).</p> <p><b>Nota 2021</b> : il subsiste dans la partie administration des circulations de plus de 25m non recoupées. Il conviendra de mettre en place un recoupement en cohérence avec la circulation public parallèle.</p>
	<b>Visite périodique et de réception du 15/10/2021 AT n° 193 20 G 0007 - AT n°193 20 G 0021</b>
GE9 R123.43	<p>Effectuer les travaux afin de remédier aux observations notées sur les rapports de vérifications :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ <b>RVRAT de l'organisme agréé ;</b></li> <li>➤ <b>du SSI, procès-verbal de réception du coordonnateur ;</b></li> <li>➤ <del>des installations de gaz ;</del></li> <li>➤ <del>des installations électriques ;</del></li> <li>➤ <del>des ascenseurs.</del></li> </ul> <p>Annexer les justificatifs à chaque rapport (levée d'observation).</p>
R143-13	<p>Établir et afficher des consignes d'accès incendie pour intervenir au sein du laboratoire P3 et prendre en compte le risque biologique pour les intervenants extérieurs. Au besoin solliciter l'avis du SDIS 63 groupement prévision des risques.</p> <p><b>VIP 2024</b> : existence d'un PPI. Le service prévision est venu sur place.</p>
AM16	<p>Planter le gros mobilier, qui comprend les rayonnages, bibliothèques, étagères, présentoirs verticaux, estrades, etc., à des emplacements tels qu'ils ne puissent gêner ou rétrécir les chemins de circulation en particulier au niveau du CDI).</p>
MS70	<p>Permettre l'alerte des services d'urgence par l'intermédiaire d'un téléphone fixe même en cas de coupure de l'alimentation électrique de l'établissement.</p> <p><b>VIP 2024</b> : Voir prescription nouvelle.</p>
	<b><u>Visite de réception avant ouverture du 02/09/2022</u> AT n° 193 21 G 0015 - PC 193 21 G 0014</b>
GE9 R143.34	<p>Effectuer les travaux afin de remédier aux observations notées sur les rapports de vérifications :</p>

ARTICLE	PRESRIPTIONS ANCIENNES MAINTENUES
	<p>➤ RVRAT de l'organisme agréé.</p> <p>Annexer les justificatifs à chaque rapport (levée d'observation).</p> <p><b>Nota : voir prescription nouvelle.</b></p>

ARTICLE	PRESRIPTIONS NOUVELLES
GE9 R143.34	<p>Effectuer les travaux afin de remédier aux observations notées sur les rapports de vérifications :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ RVRAT de l'organisme agréé (AT 193 22 G 0024) ;</li> <li>➤ des installations de gaz ;</li> <li>➤ des installations électriques ;</li> <li>➤ du SSI (triennale).</li> </ul> <p>Annexer les justificatifs à chaque rapport (levée d'observation).</p>
EL18 EC13	Remettre en état de fonctionnement les blocs défectueux de l'éclairage de sécurité (fonctionnement des blocs et ampoules de veille) (2 blocs d'éclairage de sécurité à fonction d'anti-panique - CDI).
CO44	Régler les ferme-portes et sélecteurs de fermeture afin d'obtenir la fermeture complète des portes coupe-feu (notamment local en bas de l'escalier hall A-B).
CO27 CO28	Supprimer le stockage dans le bureau CDI ou isoler le local conformément aux risques moyens. Ce local doit être isolé par des murs et planchers hauts coupe-feu de degré 1 heure, un bloc-porte coupe-feu de degré ½ heure équipé d'un ferme-porte.
EL5	Supprimer le stockage dans le local TGBT du CDI.
EL5§5	Doter le local TGBT d'un éclairage de sécurité constitué par un bloc autonome portable d'intervention (BAPI).
EL11	Interdire l'utilisation de fiches multiples, le nombre de prise de courant doit être adapté à l'utilisation pour limiter l'emploi de socles mobiles (ensemble de l'établissement).
EL11	<p>Identifier les arrêts d'urgence ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ le(s) dispositif(s) de coupure d'urgence de l'installation électrique (hors installations de sécurité).</li> </ul> <p><b>Nota :</b> le bâtiment A-B-C dispose de plusieurs coupures EL11 qui ne coupent pas l'ensemble du bâtiment. Les dispositifs de coupure devront être étiquetés avec des indications claires de manière à éviter toute confusion en cas de manœuvre de ceux-ci. Les plans devront représenter toutes les coupures EL11 et porter les mêmes indications que celles affichées à proximité des boîtiers de coupure.</p>
MS41	<p>Afficher un plan schématique de l'établissement à chaque entrée du bâtiment (commun à A, B et C) sous forme de pancarte inaltérable afin de faciliter l'intervention des sapeurs-pompiers (plan d'intervention).</p> <p>Le plan doit avoir les caractéristiques des plans d'intervention définis à la norme NF S 60-303 relative aux plans et consignes de protection contre l'incendie.</p> <p><b>Il doit représenter au minimum</b> le sous-sol, le rez-de-chaussée, chaque étage ou l'étage courant de l'établissement.</p> <p><b>Doivent y figurer</b>, outre les dégagements, les éventuels <b>espaces d'attente sécurisés</b> et les cloisonnements principaux, l'emplacement :</p>

ARTICLE	PRESCRIPTIONS NOUVELLES
	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ des divers locaux techniques et autres locaux à risques particuliers ;</li> <li>➤ des dispositifs et commandes de sécurité ;</li> <li>➤ des organes de coupure des fluides ;</li> <li>➤ <b>des organes de coupure des sources d'énergie ;</b></li> <li>➤ des moyens d'extinction fixe et d'alarme.</li> </ul> <p><b>Nota :</b> le bâtiment A-B-C dispose de plusieurs coupures EL11 qui ne coupent pas l'ensemble du bâtiment. Les dispositifs de coupure devront être étiquetés avec des indications claires de manière à éviter toute confusion en cas de manœuvre de ceux-ci. Les plans devront représenter toutes les coupures EL11 et porter les mêmes indications que celles affichées à proximité des boîtiers de coupure.</p>
MS70	<p>Doter l'établissement d'un dispositif qui assure l'alerte et remplit les objectifs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) être propre à l'établissement et en permanence accessible à l'ensemble du personnel ;</li> <li>b) assurer une liaison vocale de qualité et une bonne audibilité lors de la communication d'urgence ;</li> <li>c) offrir une fiabilité de fonctionnement, y compris en cas de coupure de l'alimentation électrique, pendant une durée minimale de 1 heure portée à 6 heures pour les établissements comportant des locaux à sommeil.</li> </ul>
L122-3 R122-7 R122-8 R122-11 R143.22 GE2§1	<p><b>Déposer un dossier d'autorisation de travaux présentant les solutions envisagées pour :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- rendre conforme le recoupement des circulations (RDC bâtiment C - CDI plus particulièrement) ;</li> <li>- rendre conforme l'encloisonnement de l'escalier Ouest dont un local technique donne dans le volume de la cage d'escaliers.</li> </ul> <p>Joindre à ce dossier une (des) demande(s) de dérogation permettant de prendre en compte les non-conformités du RVRAT de l'AT 193 21 G 0015 - PC.193 21 G 0014.</p> <p>Le dossier devra être constitué des pièces énumérées en prescription permanente.</p>



CODE : E19300113-000  
ÉTABLISSEMENT : VETAGRO SUP BATIMENTS A ET B CENTRAL + C CDI  
ADRESSE : 89 avenue de l'Europe 63370  
COMMUNE : LEMPDES  
Affaire suivie par : Agent préventionniste SDIS 63  
VISITE de la : CAS CLERMONT-FERRAND  
DATE : 08/04/2024

### **VIII- AVIS DE LA CAS CLERMONT-FERRAND :**

En application des dispositions du code de la construction et de l'habitation et du règlement de sécurité dans les établissements recevant du public, la commission émet un avis :

☒ **Favorable** à la poursuite d'exploitation de l'établissement.

☒ **Favorable** à la réception des travaux (AT n° 193 22 G 0024).

### **Rappel des obligations du maire :**

- 1) Dans le cadre de son autorité de police, le maire de la commune doit notifier à l'exploitant ou au responsable unique de sécurité dans le cas d'un groupement d'établissements non isolés, par voie administrative ou lettre recommandée avec accusé de réception, sa décision portant sur l'autorisation de fonctionnement prise par arrêté municipal ; une ampliation doit être transmise à monsieur le directeur de cabinet de monsieur le Préfet. Cet arrêté fixera le cas échéant la nature des travaux à réaliser ainsi que les délais d'exécution. (R143.23, R143.39, R143.42, R143.45 du code de la construction et de l'habitation).
- 2) Les travaux qui conduisent à la création, l'aménagement ou la modification de l'établissement ne peuvent être exécutés qu'après autorisation délivrée par l'autorité administrative qui vérifie leur conformité à la réglementation par consultation de la sous-commission départementale de sécurité. Il en est de même en ce qui concerne les modifications d'exploitation, d'effectifs et ce même sans travaux.  
Cette autorisation ne peut être délivrée que si les travaux projetés sont conformes aux règles de sécurité. (L122-3, R122-7, R122-8, R122-11 du code de la construction et de l'habitation).

Le président de la commission  
d'arrondissement de sécurité

  
M. Neil MARION



10 JUIN 2024

N° : 1235

Clermont-Ferrand, le 04 JUIN 2024

Cabinet du Préfet  
Direction des Sécurités  
Service Interministériel de Défense  
et de Protection Civiles

Dossier suivi par :  
F. MONTALIEU-FLEURY  
Tél : 04 73 98 63 74  
pref-erp-clermont@puy-de-dome.gouv.fr

N° 00268

Le Préfet du Puy-de-Dôme

à

Monsieur le Maire  
MAIRIE  
1, Rue Saint VERNY  
BP 15  
63370 LEMPDES

**Objet : Avis de la Commission d'Arrondissement pour la Sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP de l'arrondissement de Clermont-Ferrand**

**Réf. :** - Articles R143-23 à R143-47 du Code de la Construction et de l'Habitation ;  
- Article L2212-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

**P.J. :** Procès-verbal de la CAS du 08/04/2024

La Commission d'Arrondissement pour la Sécurité (CAS) de l'arrondissement de Clermont-Ferrand a procédé à la visite périodique et réception de l'ERP « **VETAGRO SUP BATIMENTS A ET B CENTRAL + C CDI** » situé sur votre commune.

La CAS a émis un **avis favorable** à la réception des travaux (AT 193 22 G 0024) et à la poursuite d'exploitation de cet ERP.

Conformément à la réglementation en vigueur, je vous adresse le procès-verbal de la CAS, document qui analyse les risques liés à cet ERP et où figurent les prescriptions.

En votre qualité d'autorité de police, il vous appartient de rendre votre décision suite à cet avis. **Votre décision, accompagnée du procès-verbal de la CAS, doivent être notifiés, soit par voie administrative, soit par lettre recommandée avec accusé de réception, à l'exploitant ou au Responsable Unique de Sécurité (RUS), en cas de groupement d'exploitation.**

Une ampliation de votre décision devra être transmise dans les meilleurs délais soit :

- par voie postale adressée à : Préfecture du Puy-de-Dôme – Cabinet - Direction des Sécurités – Service Interministériel de Défense et de Protection Civiles – 18 Bd Desaix – 63033 CLERMONT-FERRAND :

- par voie électronique à l'adresse (à privilégier) : [pref-erp-clermont@puy-de-dome.gouv.fr](mailto:pref-erp-clermont@puy-de-dome.gouv.fr).

Le S.I.D.P.C ainsi que le Groupement Réglementation Incendie et Prévention du SDIS, se tiennent à votre disposition pour tout complément d'information.

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Chef du Service Interministériel  
de Défense et de Protection Civiles,

David BESSON

RECEIVED  
JAN 17 1961

100-100000

100-100000

100-100000